

# Le Monde Ouvrier



# The Labor World

Bibliothèque Municipale  
1210 e. Sherbrooke,  
Montréal 24, Qué.

Le doyen des journaux ouvriers canadiens

The Dean of Canadian Labor Papers

42e Année — Nos 8-9

AOUT-SEPTEMBRE 1957 — MONTREAL — AUGUST-SEPTEMBER, 1957

42nd Year — Nos. 8-9

## Après MURDOCHVILLE... KRUPPPVILLE?

Après avoir refusé de recevoir, le 7 septembre dernier, les représentants autorisés de milliers de travailleurs qui les avaient accompagnés à Québec, le premier ministre Duplessis accueillera bientôt, avec la servilité qu'on lui connaît, un criminel de guerre allemand et un magnat de l'industrie américaine. La rencontre des futurs trois Grands du nord-est québécois — Duplessis, Alfred Krupp et Cyrus Eaton — aura lieu à Québec. On peut être assuré que le chef de l'Union antinationale vendra encore une fois notre droit d'aïnesse sur les richesses naturelles de cette province pour un plat de lentilles et une contribution plus généreuse à la caisse électorale.

Il était tout à fait normal que Krupp, le bailleur de fonds d'Hitler, devint le bailleur de fonds de notre petit Führer laurentien. Mais nous sommes en droit de nous demander si la population de cette province va accepter que le fa-

bricant des canons qui ont fauché une partie de notre jeunesse pendant la dernière guerre mondiale, si les anciens combattants et les syndiqués en particulier vont souffrir que l'ennemi d'hier vienne piller notre sous-sol pour alimenter l'industrie sidérurgique allemande.

Car il ne faut pas se faire d'illusion sur les intentions du condamné de Nuremberg. D'après le journal anglais "Manchester Guardian", si Krupp a jeté son dévolu sur le Québec, c'est qu'il a besoin de minerai de fer et qu'il préfère "sans doute placer son capital dans un pays comme le Canada, que l'on peut considérer un risque politique plus sûr que certains pays du nord et de l'ouest de l'Afrique".

Qu'est-ce que cela veut dire? Cela signifie que, Duplessis présent, Krupp peut exploiter nos ressources naturelles à bon compte, sans crainte de se voir un jour nationalisé ou obligé d'établir ici une industrie sidérurgique qui contribuerait à relever le niveau de vie de la population. Cela veut dire que pour Krupp, les Québécois sont des poires plus durables que les Noirs et les Arabes de l'Afrique qui, eux, pourraient, dans un avenir prochain, exiger plus qu'un plat de "beans" en retour de leur minerai de fer et de leur sueurs. Les travailleurs syndiqués croient à l'égalité des races; c'est pourquoi ils ne devraient pas tolérer que, dans l'esprit d'un criminel de guerre nazi, ils soient considérés comme inférieurs aux nègres.

Les ouvriers devraient être nombreux, à Québec, à surveil-

ler la conférence Duplessis-Krupp-Eaton. Quand on a vu ce qui se passe à Murdochville, ville-fermée livrée à la Gestapo de Duplessis et aux troupes de choc de la Gaspé Copper Mines, on ne peut qu'assister avec appréhension à la création d'un Krupppville, où régneront notre apprenti-dictateur et le bailleur de fonds d'Hitler.

Nos travailleurs connaîtront-ils alors les horreurs d'un véritable camp de concentration? Après Murderville, aurons-nous Dachau et Buchenwald?

### INVASION



Krupp: "J'ai toujours dit que Hitler n'avait pas la manière."

**"Nous ne voulons plus de Murdochville, nous ne voulons plus d'Asbestos, de Louiseville... Nous ne voulons plus que nos ressources naturelles soient données à des étrangers qui nous égorgent... Les ouvriers de cette province vont-ils attendre qu'on les chasse des usines et les traite comme des esclaves avant de faire valoir leurs droits sur leur propre province?"**

**ROGER PROVOST,**  
président de la FTQ.

### Préparez-vous... le congrès s'en vient!...

Le deuxième congrès annuel de la Fédération des travailleurs du Québec aura lieu à Montréal, à l'hôtel Mont-Royal, les 14, 15 et 16 novembre prochains.

Selon la constitution, les projets de résolution doivent parvenir au secrétariat de la Fédération 30 jours avant l'ouverture de la conférence, soit le 15 octobre au plus tard.

Les formules de lettres de créance doivent être rendues au plus tard le 14 novembre.

### On lira dans ce numéro...

#### QUI EST KRUPP?

(en page 2)

#### WHO IS KRUPP?

(on page 12)

#### LES CHEFS SYNDICAUX SE PRONONCENT SUR MURDOCHVILLE

(en pages 6 et 7)

# Le Monde Ouvrier The Labor World

Publié dans le but de promouvoir les réformes législatives nécessaires à la protection de la classe ouvrière du Québec, et à l'amélioration de son sort.

Organe officiel de la

FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

Comité exécutif

Roger PROVOST, président; Romuald LAMOUREUX, Edouard LAROSE, vice-présidents; Armand MARION, secrétaire; Roméo MATHIEU, trésorier.

Fondateur: Gustave Francq; Directeur: Roger Provost  
Rédacteur: Noël PERUSSE

Adressez toutes communications à:

1476 ouest, rue Sherbrooke — Téléphone: WELLINGTON 7-9195

Imprimé par Mercantile Printing, Limited, 11 ouest, rue St-Paul, Montréal 1, Qué.



# Qui est le futur seigneur de KRUPPVILLE, P.Q.?

Alfried Krupp est né le 13 août 1907, d'une famille de fabricants de canons. Son nom complet est Alfried Krupp von Bohlen und Halbach. Il est issu du mariage du diplomate Gustav von Bohlen und Halbach et de Bertha Krupp.

Son père a pris le nom de sa mère, Krupp, en vertu d'une autorisation du Kaiser Guillaume II, qui voulait ainsi rendre hommage à la famille Krupp, à qui l'Allemagne devait en grande partie sa puissance militaire.

Il est intéressant de noter que c'est du nom de sa mère, Bertha Krupp, que fut baptisé le canon "la grosse Bertha" qui permit de bombarder Paris, au cours de la première guerre mondiale. Les armements fabriqués par la famille Krupp ont servi en outre dans les guerres contre l'Autriche et la France (en 1866 et en 1870-71) et durant le deuxième conflit mondial.

Alfried Krupp a un fils issu d'un mariage qui s'est terminé par un divorce. Au printemps de 1952, Krupp s'est remarié, à l'âge de 44 ans, à une double divorcée de Hollywood du nom de Martha Vera Wilhelmine Knauer, qui avait alors 38 ans.

Krupp a été arrêté par l'armée américaine aux derniers jours de la dernière guerre mondiale et, en 1948, le tribunal allié de Nuremberg le trouva coupable de deux crimes de guerre. Il a été condamné à 12 années d'emprisonnement et à la confiscation de ses biens pour avoir exploité de la main-d'oeuvre réduite à l'esclavage et avoir pillé les pays vivants sous l'occupation nazie. Dix autres directeurs des industries Krupp ont été également trouvés coupables d'exploitation esclavagiste et cinq d'entre eux

ont été condamnés pour pillage en territoire occupé.

A toutes ces accusations terribles, Krupp a répondu, à Nuremberg, qu'il n'avait fait que son devoir et qu'il n'avait pas conscience d'avoir commis aucun délit contre l'humanité.

En dépit de son attitude impénitente, Krupp fut libéré de la prison de Landsberg en février 1951, six ans après son arrestation et moins de trois ans après le prononcé d'une sentence de 12 années de détention. Il fut relâché à la faveur d'une révision des condamnations pour crimes de guerre. Au même moment, le haut-commissaire américain en Allemagne, John J. McCloy, cassa un ordre du tribunal de Nuremberg et le remit en possession de tous ses biens.

Krupp dut cependant vendre ses industries de l'acier, du minerai de fer et du charbon, et promettre de ne jamais tenter de s'en emparer de nouveau. C'est pourquoi, sans doute, il s'intéresse maintenant aux gisements de fer du Québec.

Voilà donc la vie et la carrière de l'homme qui, après avoir été condamné pour avoir exploité des esclaves et pillé les pays occupés pendant la guerre, viendra rencontrer Duplessis dans quelques jours, pour se faire accorder une

concession minière dans notre province. Il serait naïf, dans ces circonstances, de penser qu'il ne vient pas ici pour exploiter nos ouvriers et piller notre sous-sol. Le passé de Krupp nous permet de prédire que, dans quelques années James Murdoch en comparaison, nous apparaîtra comme un saint patron.

Notre photographe a tiré le bon numéro



"Ce sont des voyous et des cochons qui se cachent dans l'uniforme de la police provinciale..."

ROMEO MATHIEU, trésorier de la FTQ.

## "LA VIOLENCE OU LA CAPITULATION"

La violence, ce n'est rien de bien beau. Et à moins d'être un casseur de gueules professionnel ou un tueur à gages, c'est encore plus terrible pour ceux qui doivent y participer à leur corps défendant, que pour les petits censeurs stipendiés qui se permettent de la condamner sans en rechercher sincèrement les causes.

L'éditorialiste du journal "The Gazette" commente sévèrement, en date du 16 septembre, le raid récemment perpétré contre le caboteur "Mont-Royal" dans le port de Montréal. La goélette transportant une cargaison de cuivre pour le compte de la "Gaspé Copper Mines" a été attaquée apparemment par un groupe de sympathisants des grévistes de Murdochville.

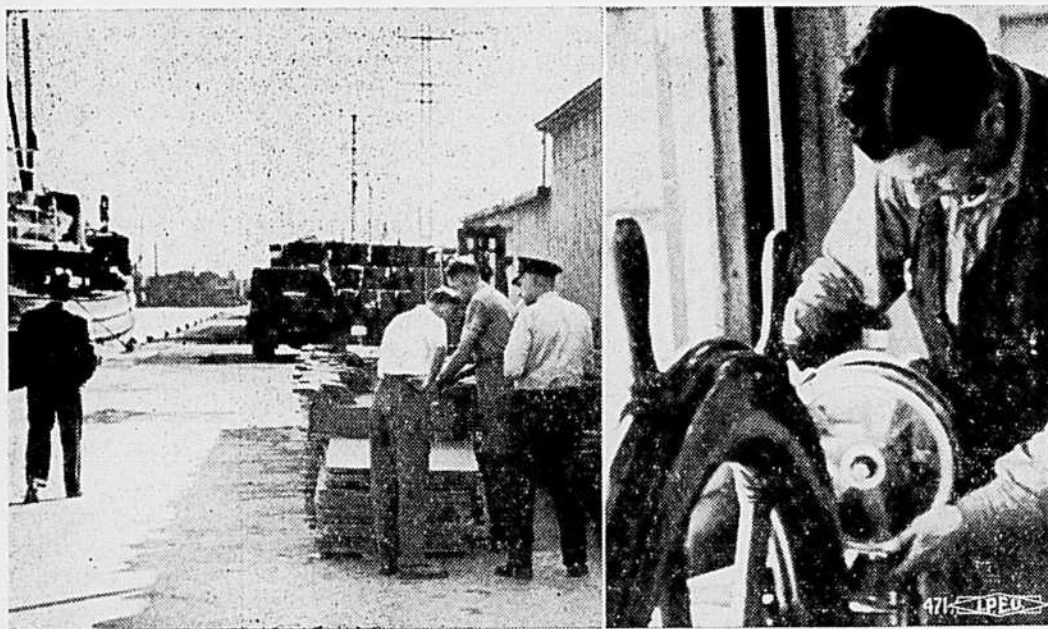
La "Gazette" jette les hauts cris et parle de mépris de la loi. C'est son droit, mais elle ne fera jamais croire à aucune personne de bonne foi que les travailleurs sont des assommeurs de métier. Si l'on songe que des gangsters, peu nombreux, réussissent parfois à s'assurer le contrôle d'une ville, il devient évident que les syndiqués, s'ils avaient vraiment le goût de la violence, pourraient aisément s'emparer du gouvernement.

Mais si les syndiqués répugnent à la violence, ils n'ont pas toujours le choix. C'est le "London Economist", un journal britannique ultra-conservateur, qui nous dit que, dans le Québec, "les syndicats ont le choix, en définitive, entre la violence et la capitulation". Avant de critiquer aussi sévèrement les agresseurs du port, l'éditorialiste de la "Gazette" aurait bien fait de lire cet article, selon lequel nos syndicats se trouvent placés dans ce dilemme à cause de l'action concertée de la Police provinciale ("a tough and formidable body"), de la loi et du gouvernement.

Le "London Economist" explique ainsi que les conflits industriels puissent, dans notre province, dégénérer en violence: "La compagnie refuse habituellement de négocier en invoquant le fait, réel, que la grève est illégale. Il est impossible d'imaginer qu'une grande compagnie ayant une conception moderne des relations industrielles, puisse se conduire ainsi ailleurs (que dans le Québec). Murdochville, toutefois, pourrait servir à démontrer que les tentatives de détruire les syndicats ne sont pas plus profitables dans le Québec qu'ailleurs".

C'est bien là ce que nous souhaitons, car il n'est pas agréable d'avoir à choisir entre la capitulation et la violence.

## BATEAU SACCAGE



ILS ONT FAIT LEUR CHOIX ENTRE LA VIOLENCE ET LA CAPITULATION. — Un groupe de quelque 125 manifestants sympathiques à la cause des grévistes de Murdochville, ont récemment saccagé le caboteur "Mont-Royal", à son arrivée dans le port de Montréal avec une cargaison de cuivre produit par les scabs de la Gaspé Copper Mines. Dans la photo de droite, on répare les dégâts, évalués à \$15,000. A gauche, des ouvriers déchargent quand même la goélette, sous la protection de la police. Que faire maintenant ?



Monte comme une fusée!



La popularité de la bière Dow atteint de jour en jour de nouveaux sommets. Comment expliquer un tel succès? C'est bien simple... Saveur incomparable! Qualité constante!

DOW — LA SEULE BIÈRE 'CLIMATISÉE'

# PENDANT QUE LA REVOLTE GRONDE, DUPLESSIS DINE CHEZ LA REINE...

Dans les films pseudo-historiques, les révolutions commencent toujours au beau milieu d'un "party" auquel la foule des émeutiers peut assister à travers les grilles du château. C'est un peu ce qui a failli se passer à Québec, à l'occasion de la fameuse marche du sept septembre.

Arrogant comme toujours à l'endroit des travailleurs, et farceur comme à son habitude, Duplessis avait en effet refusé de recevoir leurs délégués, et il avait fait répandre le bruit qu'il passerait le week-end hors de la capitale, soit à Montréal, soit aux Trois-Rivières. On apprenait quelques jours plus tard qu'il était resté à Québec, bien caché cependant, et qu'il avait courageusement été dîner chez le gouverneur-général, à la Citadelle, après que les milliers de manifestants syndicaux se furent dispersés.

Duplessis doit trouver sa farce bien bonne, et nous nous réjouissons, pour lui, que personne n'ait eu vent de son activité mondaine de ce jour-là, car l'impertinence a causé la perte de bien des dictateurs. Nous imaginons trop facilement la colère de la foule, si elle avait su que le petit tyran qu'elle venait de conspuer se livrait probablement à ses calambours coutumiers en compagnie de M. Vincent Massey et du juge en chef de la Cour supérieure, M. Alber Sévigny, celui-là même qui a tenté maladroitement de justifier les retards apportés par les tribunaux à statuer sur l'injonction prise par la Gaspé Copper Mines contre la Commission des relations ouvrières dans la grève de Murdochville. A l'encontre de Montcalm, Duplessis n'aurait peut-être pas dit: "Je meurs content", s'il avait alors été lynché pour arrogance, sur les plaines d'Abraham.

Mais ce qui nous intéresse pour l'instant, ce n'est pas la révolution manquée du sept septembre, mais le rôle joué par le représentant de la Reine Elisabeth dans toute cette affaire. Nous avons pu comprendre jusqu'à un certain point, même si nous ne les

admettons pas, les raisons invoquées par le premier ministre fédéral, M. Diefenbaker, pour ne pas intervenir dans le conflit de Murdochville. La constitution ne l'autorise pas, paraît-il, à s'immiscer dans une affaire relevant de la juridiction d'une province. Fort bien, mais alors qu'on nous cite l'article de la constitution qui obligeait M. Massey à recevoir officiellement notre petit dictateur au moment où était l'objet des dénonciations les plus graves de la part de tous les porte-parole autorisés de la classe ouvrière.

On sait que dans la haute société, dans le grand monde dont M. Massey est ici l'incarnation la plus parfaite, il suffit de peu de choses, d'un tout petit scandale, pour qu'on se fasse fermer la porte au nez. Si Duplessis, par exemple, au lieu d'être accusé de la mort des confrères Bernatchez et Fortin, de connivence avec les voyous à la solde de la Gaspé Copper Mines, d'anti-syndicalisme et de despotisme, si Duplessis avait été inculpé de grossière indécence, il est certain qu'il n'aurait pas été reçu, le sept septembre, chez le gouverneur-général du Canada.

Eh bien! Pour nous, les travailleurs, il est infiniment plus grave de favoriser le massacre de manifestants syndicalistes et d'attenter au droit d'association, tout cela est beaucoup plus grave que d'oublier de remonter son "zipper" et d'attenter à la pudeur. C'est pourquoi nous demandons aux députés pro-ouvriers de la Chambre des Communes d'interpeller le gouvernement à ce propos et d'exiger que si M. Diefenbaker doit s'abstenir de toute intervention à Murdochville, le représentant de la Reine cesse de recevoir à sa table de la Citadelle celui qui fait massacrer les grévistes gaspésiens. Ce serait la meilleure façon, pour l'instant, de respecter l'autonomie provinciale.

Quant à M. Massey, il ferait bien mieux de surveiller ses fréquentations et de ne descendre le pont-levis de son château que pour des gens bien élevés.



S'ILS AVAIENT SU QU'IL ETAIT LA! — Voici un trio de marcheurs sur Québec qui n'aurait certainement pas prisé la présence de leur ennemi numéro un — Maurice Duplessis — s'ils l'avaient su à quelques centaines de pieds de distance du lieu où ils manifestaient en faveur du droit d'association. Ce sont nos gars de Murdochville. On aperçoit à l'extrême-droite (sur la photo, bien entendu!), Roger Bédard, "héros de la classe ouvrière", au centre, Théo Gagné, un plombier de première classe qui est devenu un leader syndicaliste de première classe, et à gauche, le "gréviste inconnu," à qui il faudra peut-être élever un jour un monument, où l'on ira ranimer la flamme syndicale!

## Gérard Désilets, en convalescence

Le confrère Gérard Désilets a quitté l'hôpital ces jours derniers pour rentrer chez lui terminer sa convalescence. Pour le moment, il ne semble pas qu'il y aura des suites fâcheuses à son accident.

Comme on s'en souvient, le confrère Désilets, secrétaire-financier de la loge 712 de l'Association Internationale des Machinistes, a été victime d'un attentat le 13 septembre. Des bandits armés l'ont suivi dans les bureaux de la loge pour vider le coffre-fort. Croyant à une farce de camarades de travail, le confrère Désilets ne s'est pas exécuté immédiatement et l'un des malfaiteurs lui a tiré un coup de feu à l'abdomen.

"Le Monde Ouvrier" lui souhaite un complet rétablissement.

## Expulsion d'Antonio Barrette

...Montréal, (POC).—Le Conseil du Travail a adopté une recommandation recommandant que l'on "approche l'Association Internationale des Machinistes, priant cette dernière d'entreprendre les mesures nécessaires pour expulser définitivement Antonio Barrette de ses rangs. Il est inconvenant que ce séide de Duplessis et du régime capitaliste continue plus longtemps à parader une carte de membre de syndicat ouvrier".



d'un océan à l'autre au Canada...

**BANQUE DE MONTRÉAL**  
La Première Banque au Canada



## BRADING

la seule bière "brassée au ralenti au goût du Québec"



20e ANNIVERSAIRE  
ILGWU

## BAL DES MIDINETTES

DE  
L'UNION INTERNATIONALE du VETEMENT pour DAMES

Hôtel Sheraton-Mont-Royal  
Salle Sheraton

Samedi, le 23 novembre 1957

Spectacle de 9 à 10 heures avec comme artistes invités :

YOLAND GUERARD  
CLAIRE GAGNIER

ET LE

CHOEUR DES MIDINETTES

Couronnement de la Reine des Midinettes 1957-58

ADMISSION : \$2.50

Billets en vente du 225 rue du Plateau — AV. 8-5151

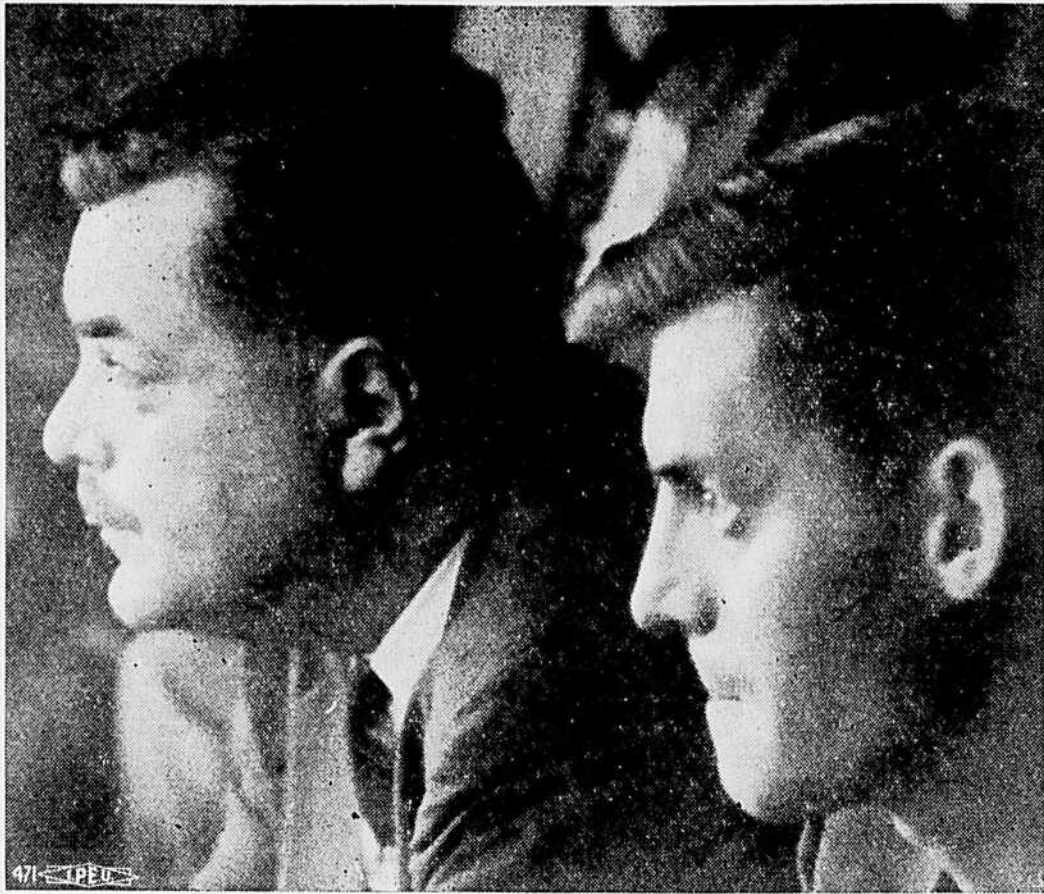
## Les confrères Jodoin et Gagné, le 19 août, à Murdochville...

Dans la photo ci-contre, Claude Jodoin et Théo Gagné semblent en train de réfléchir aux moyens à prendre pour régler le conflit de Murdochville.

Depuis le 19 août, pour sa part, le confrère Jodoin a rencontré Duplessis, avec le succès que l'on sait. Comme d'habitude, le premier ministre a failli à sa tâche en se lavant les mains et en refusant d'intervenir ou de faire enquête, prétextant que "les esprits étaient trop échauffés". Puis le président du CTC a eu une entrevue avec le premier ministre du Canada, M. Diefenbaker; ce dernier a déclaré que son rôle dans le pays ne lui permettait pas d'intervenir dans un conflit de juridiction provinciale.

A l'Association des Manufacturiers Canadiens, le président Jodoin a demandé de s'unir au mouvement ouvrier pour demander une enquête sur la situation à Murdochville. L'A.M.C. a refusé.

De son côté, le président Théo Gagné, du local des Métallurgistes Unis d'Amérique, en grève à Murdochville, a vainement tenté de bloquer à Chandler, un train de marchandise chargé de cuivre fabriqué par les scabs. La locomotive a foncé sur les hommes.



Produits Laitiers de Qualité

*J. Joubert*  
LIMITÉE

4141 St-André  
920 Blvd. Décarie

LA. 3-3121  
DE. 3561

# "Protégera nos foyers et nos droits ..."



Si vous avez des instincts de délinquant et de voyou, pourquoi risquer la prison?

Entrez plutôt dans la Police provinciale!

Le salaire n'est pas élevé mais la bière est gratuite.

Nous ne vous apprendrons aucun métier, mais vous n'en aurez pas besoin.

De l'aventure, de la bagarre, des voyages!

**ASBESTOS, LOUISEVILLE,  
MURDOCHVILLE, KRUPPVILLE...**

La Police provinciale est l'un des rares employeurs qui ne tiennent pas compte du dossier judiciaire d'un candidat au moment de l'embauchage.

Pour toute demande de renseignement, téléphonez à Hilaire Beauregard, à UN. 1-4292 ou LA. 1-5972.

## LES PARTIS POLITIQUES (ET LE RASSEMBLEMENT) COMMENTENT MURDOCHVILLE

Les trois partis politiques en présence dans la province de Québec ont commenté diversement, les uns avec sérieux, l'autre avec un humour noir tout à fait inconvenant dans les circonstances, la sombre affaire de Murdochville et la question du droit d'association.

Nous vous présentons leurs opinions dans l'ordre de l'affinité de ces groupements avec le mouvement syndical:

### LE PARTI SOCIAL DEMOCRATIQUE

"Le parti Social démocratique provincial (PSD-CCF) proteste avec véhémence, accuse le premier ministre Duplessis et le ministre du Travail Barrette, de conspiration antiouvrière avec la Gaspé Copper, dénonce une fois de plus le capitalisme comme foncièrement antisocial, et se solidarise complètement avec les grévistes de Murdochville, auxquels il souhaite une prompt victoire..."

"Le P.S.D. accuse le gouvernement de mépris complet de son devoir social et politique au profit de compagnies qui font des profits scandaleux à même les ressources naturelles."

"Filiiale de la Noranda Mines dont l'antisindicalisme est notoire, la compagnie (Gaspé Copper Mines) a employé toutes les méthodes pour subjuguier les travailleurs". (David

Lewis, président national du parti C.C.F.)

### LE PARTI LIBERAL PROVINCIAL

"Les problèmes actuels de Murdochville nous font retourner 50 ans en arrière. Attaquer le droit d'association, c'est attaquer l'homme... C'est exactement ce que l'Union Nationale fait actuellement". (Georges Lapalme, leader provincial du parti libéral).

C'est encore, hélas, dans cette catholique et française province de Québec, paradis des trusts, que la législation ouvrière est la plus rétrograde et la plus antisociale de tout le continent nord-américain. Faute d'un véritable code du travail, c'est encore la loi de la jungle qui prévaut chez nous". (Emilien Lafrance, député libéral de Richmond à l'Assemblée législative de Québec).

### L'UNION NATIONALE

"Employeurs et employés doivent se donner la main dans le respect des droits de chacun; les droits de l'employé et ceux de l'employeur doivent être respectés, et il est erroné de dire que les uns n'ont pas besoin des autres... L'économie de la province repose de plus en plus sur l'agriculture". (Maurice Duplessis, premier ministre du Québec).

### LE RASSEMBLEMENT

L'exécutif du Rassemblement fait appel à tous les citoyens responsables pour qu'ils participent activement à l'oeuvre de maturation politique dont le Québec a un si pressant besoin:

"Il est résolu que le Rassemblement, par son exécutif général:

1o. réaffirme sa sympathie à l'endroit de la population de Murdochville et de la Gaspésie en général, où l'industrialisation s'accomplit dans des conditions injustes et inutilement pénibles;

2o. proteste contre l'attitude de la compagnie Gaspé Copper qui prive ses employés de ce droit absolu de tout citoyen: le droit d'association;

3o. s'indigne du fait que le gouvernement provincial ne soit intervenu dans ce différend pour prêter main-forte à un employeur qui a empêché et empêche encore la Commission de Relations ouvrières de faire son devoir;

4o. signale à toutes les associations qui ont à coeur le respect des libertés civiles que la police provinciale n'a fait aucun effort pour maintenir l'ordre et protéger sans parti pris les personnes et les propriétés tout au cours du conflit de Murdochville;

5o. constate l'urgence pour le peuple du Québec de se rendre compte de la gravité de tous les événements qui mettent en danger les libertés fondamentales du citoyen."

## MESSAGE A L'OCCASION DE LA FETE DU TRAVAIL



L'objectif principal de la célébration de la Fête du Travail est de mettre en relief la noblesse du travail dans la vie des individus et des nations. Le travail, sous toutes ses formes, qu'il soit manuel ou intellectuel est une nécessité humaine. Celui qui dédaigne le travail tombe dans un désœuvrement qui bientôt conduit à la déchéance. Le travail est une loi qui régit le monde entier. Cette loi ordonne de travailler. Elle ordonne à tous les hommes de donner l'apport de leur habileté et de leurs talents pour le bien-être et le progrès de la communauté humaine. Parce que le labeur quotidien rend tous et chacun solidaires, personne ne peut s'y soustraire.

Deux grandes puissances sont en présence: le Travail et le Capital. Ils doivent être des alliés. Ils doivent unir leurs forces pour assurer l'équilibre de la vie économique et sociale. C'est à la faveur d'un équilibre harmonieux qu'il est possible de mettre en valeur notre riche patrimoine. Je l'ai déjà dit et je le répète: les salaires convenables et les profits raisonnables sont indivisibles. L'exploitation

rationnelle de nos ressources naturelles doit assurer la stabilité économique et la sécurité à nos travailleurs. L'Etat a un rôle à jouer, c'est celui de régulateur entre les facteurs de productivité.

J'ai toujours préconisé dans la province la formule tripartite d'une collaboration étroite et féconde entre le Capital, le Travail et l'Etat, dans le but d'accroître une harmonie patronale-ouvrière-gouvernementale chez nous. Cette formule sera toujours d'actualité quoi qu'il arrive. Sans cette collaboration, nous ne pourrions avancer et les reculs seront lamentables. La vraie doctrine sociale et la saine philosophie ouvrière commandent que les droits de chacun soient respectés.

A tous les travailleurs du Québec, je souhaite en cette Fête du Travail de 1957 santé et bonheur dans leurs familles et satisfaction et sécurité à leur travail. J'adresse de façon toute particulière aux travailleurs du comté de Joliette que je représente avec fierté mes vœux les plus chaleureux.

ANTONIO BARRETTE,  
Ministre du Travail.

- LAIT
- CREME
- BEURRE



- OEUFS
- BREUVAGE
- CHOCOLAT

1715, RUE WOLFE

LA. 3-2194

## SITES INDUSTRIELS...

La riche région des Laurentides et la partie ouest de la Province de Québec offrent un vaste choix d'excellents endroits pour tous les genres d'industrie.

Les réseaux de haute tension et de distribution de la Gatineau Power Company s'étendent dans les comtés de Pontiac, Gatineau, Hull, Papineau, Argenteuil, Terrebonne, Labelle, Montcalm, Assomption, Deux-Montagnes, Vaudreuil et Soulanges, très riches en ressources naturelles et très bien desservis soit par des lignes ferroviaires ou par des routes à grande circulation.

Des emplacements pour de larges ou petites industries sont disponibles dans des douzaines de municipalités qui offrent des conditions fiscales favorables, ainsi qu'une main-d'oeuvre masculine ou féminine de premier ordre.

Fuyez les centres trop denses pour des banlieues où votre industrie pourra opérer et s'étendre dans des conditions idéales et à un coût minimum.

Pour toute information et assistance discrète sans obligation de votre part écrivez à:

COMMISSION INDUSTRIELLE

**GATINEAU POWER  
COMPANY**

HULL

P. QUEBEC

## L'ÉCONOMIE EMBELLIT

LA  
VIE



**LA BANQUE D'ÉPARGNE**  
DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Fondée en 1846

Coffrets de sûreté à tous nos bureaux

TOUTES NOS SUCCURSALES SONT OUVERTES LE SOIR  
DU LUNDI AU VENDREDI  
DE 7 A 8 HEURES.

IL Y A UNE SUCCURSALE DANS VOTRE VOISINAGE

# TOUS LES CHEFS SYNDICALISTES SE PRONONCENT ... A MURDOCHVILLE, QUEBEC, DRUMMONDVILLE ET SOREL



"Nous avons été trop longtemps endormis, et nous avons le gouvernement que nous méritons. C'est de notre faute si nous avons aujourd'hui un gouvernement qui se f... de l'opinion publique pourvu que sa caisse électorale soit bien remplie. On a dit depuis trop longtemps que le syndicalisme ne doit pas toucher à la politique et nous avons trop longtemps voté pour le candidat du patron".

"Il faut enfin réaliser que ce qui relèvera notre niveau économique, ce n'est pas seulement nos négociations, mais aussi notre action politique. Il va falloir que le mouvement syndical s'extériorise..."

"Mais il ne faut pas que ce moment finisse comme après le feu d'artifice de la Saint-Jean-Baptiste. Réalisons que notre responsabilité est d'imposer à cette province le respect de la personne humaine".

ROGER PROVOST,  
président de la F.T.Q.



"Nous avons eu affaire, à Murdochville, à des tueurs à gages..."

"La Gaspé Copper Mines ne veut pas négocier et les autorités ne veulent pas intervenir. Les travailleurs ne peuvent tout de même pas négocier avec eux-mêmes!..."

CLAUDE JODOIN,  
président du C.T.C.



"Il est possible pour les travailleurs de la province de prendre une journée de congé par sympathie pour les grévistes de Murdochville".

Huguette PLAMONDON,  
Présidente du Conseil  
du Travail de Montréal et  
vice-présidente du C.T.C.



"Nous avons été traités comme des criminels, alors que nous ne faisons que revendiquer notre droit d'association... Il faut que tous les ouvriers du Québec participent à notre lutte... Je souhaite que cette réunion ne soit que le début de notre action, une action qui va nous libérer des capitalistes infâmes et de leur dictature économique".

ROGER BEDARD,  
directeur de la grève de Murdochville.



"La seule occasion de rappeler au gouvernement qu'il ne doit pas faire des lois d'exception est la prochaine élection. Si la masse se décide un jour, rien ne pourra l'arrêter".

LOUIS LABERGE,  
président du Conseil des Métiers  
et du Travail de Montréal.



"Après tout ce qui vient de se passer dans notre province, il ne faut pas s'étonner que les ouvriers songent maintenant à une action politique pour faire respecter leurs droits. Et nous prendrons tous les moyens mis à notre disposition pour faire triompher la cause du Travailleur".

GERARD PICARD,  
président de la CTCC.



"Aujourd'hui, les travailleurs de la Canadian Celanese de Sorel et de Drummondville sont parmi nous parce qu'ils ont décidé de fermer boutique et de ne pas travailler. Mais il faudrait qu'un jour ce ne soit pas seulement les gars de Sorel et de Drummondville qui soient prêts à fermer les boutiques dans la province de Québec".

ROMEO MATHIEU,  
trésorier de la FTQ.

## Les Plouffe avec nous dans la marche sur Québec — Stan Labrie et le Père Gédéon (Doris Lussier)



"C'est grâce au droit d'association que tous les travailleurs ont pu améliorer leur sort et défendre leurs intérêts. Les artistes ne font pas exception à cette règle. Quand l'exercice de ce droit essentiel est menacé, il est donc normal que nous nous joignons aux autres salariés pour le défendre".

JEAN DUCEPPE,  
président de l'Union des Artistes.



"Ce ne sont pas les syndicats ouvriers qui préparent la révolution, mais ceux qui sabotent les institutions mêlant les pouvoirs législatif, judiciaire et policiers. Les vrais fauteurs de trouble sont ceux qui prostituent la démocratie dans cette province. Et la vraie responsable de cet état de choses est la population tout entière qui s'est laissée endormir, et qui, par manque de courage, n'est pas capable de réagir. Il est faux de prétendre que ce n'est qu'un homme, M. Duplessis, qui soit le seul responsable, bien qu'il soit, lui, l'un de ceux qui préparent le plus la révolution".

JEAN MARCHAND,  
secrétaire général de la CTCC.

(Photos de Robert Millet et J.-P. Beaudin)

**JEAN PHILIP A QUEBEC**



"Le droit d'association n'est pas respecté dans la province de Québec et certaines injustices flagrantes symbolisent l'attitude antisyndicale du gouvernement".

**JEAN PHILIP,**  
directeur de l'Union des Textiles d'Amérique.  
**EN DERNIERE HEURE...**

Depuis la marche sur Québec, où il s'était fait accompagner par un grand nombre de ses cotisants de Sorel et Drummondville qui avaient pris congé à cette occasion, le confrère Philip a soumis une nouvelle requête en reconnaissance syndicale au nom des employés de la Canadian Celanese. D'autre part, le confrère Roger Provost, président de la F.T.Q., a adressé un télégramme à la Commission des relations ouvrières, la priant de faire diligence dans l'examen de cette demande. Une première requête des employés de la Canadian Celanese avait été repoussée parce que le syndicat de boutique avait renouvelé une convention collective qui n'était pas encore expirée.

**NO MOLSON FOR US!**

We invite our readers to have a good look at the Molson's ad on this page, because they won't see it again . . . at least for a while. They won't see it again as long as this brewery will not do like its competitors and its subsidiary in Ontario by allowing its employees to join a legitimate union, a union recognized as such by the Labour Movement. The company's name won't even be mentioned in our paper until we are able to announce that a bona fide union has been certified or that we consider a bona fide union has opened negotiations with management.

This decision is in line with the Quebec Federation of Labour's policy concerning the Union Label. We hope that this decision will serve as an example for our few members who are still drinking the old brew.

However, this decision means a loss of dough for the Q.F.L., which will have to continue publishing this paper without the financial help of the Company's ad. Well, we hope that all our members, especially those who would not touch the *Labor o'World* because of this ad, will subscribe as soon as possible.

GREETINGS

**VILAS FURNITURE CO.  
LIMITED**

\*\*\*\*\*

COWANSVILLE, QUE.

**IL NOUS INVITE, LUI!**

Le ministre fédéral du Travail, M. Michael Starr, invite les principales organisations patronales et ouvrières du Canada à lui faire connaître leur avis au sujet des modifications à apporter à la loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes concernant les différends du travail.

Le ministre du Travail mentionne la préparation avec les fonctionnaires de son ministère d'une revue des dispositions de la loi aux fins de "la rendre plus efficace dans son application aux industries intéressées".

Cette initiative est en conformité de l'engagement, pris par M. Starr lors de sa nomination, de

réviser les lois ouvrières fédérales existantes.

La loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes concernant les différends du travail est entrée en vigueur il y a près de neuf ans, le 1er septembre 1948. Ses principales dispositions prévoient le droit pour les employeurs et les travailleurs de s'organiser en syndicats, l'accréditation de syndicats ouvriers comme agents de négociations, la négociation de conventions collectives et la nomination de conciliateurs, de conseils de conciliation et de commissions industrielles d'enquête pour régler les différends du travail.

**PAS DE "MOL" POUR NOUS!**

Nous invitons nos lecteurs à bien regarder l'annonce de Molson's qui paraît dans cette page, car ils ne la reverront pas, du moins pendant un certain temps. Ils ne la reverront pas tant que cette brasserie ne suivra pas l'exemple de ses concurrentes et de sa filiale ontarienne en permettant à ses employés de se grouper dans un syndicat légitime et reconnu comme tel par notre mouvement. Le nom de cette compagnie n'apparaîtra plus dans notre journal tant que nous ne pourrons pas y annoncer l'octroi d'un certificat de reconnaissance syndicale à un groupement de bonne foi ou l'ouverture de négociations avec un syndicat auquel nous reconnaitrons nous-mêmes cette qualité.

Cette décision est conforme à la politique de la Fédération des Travailleurs du Québec en ce qui a trait à l'étiquette syndicale. Nous espérons qu'elle servira d'exemple à ceux de nos membres qui continuent peut-être à prendre une Mol'.

Cette décision comporte cependant un sacrifice d'argent, de la part de la Fédération, qui devra continuer à publier son journal sans l'apport intéressant que constituait l'annonce de cette brasserie. Aussi demandons-nous à tous nos membres, et surtout à ceux-là qui se refusaient à lire le "Monde Ouvrier" à cause de cette réclame, de s'abonner au plus tôt.

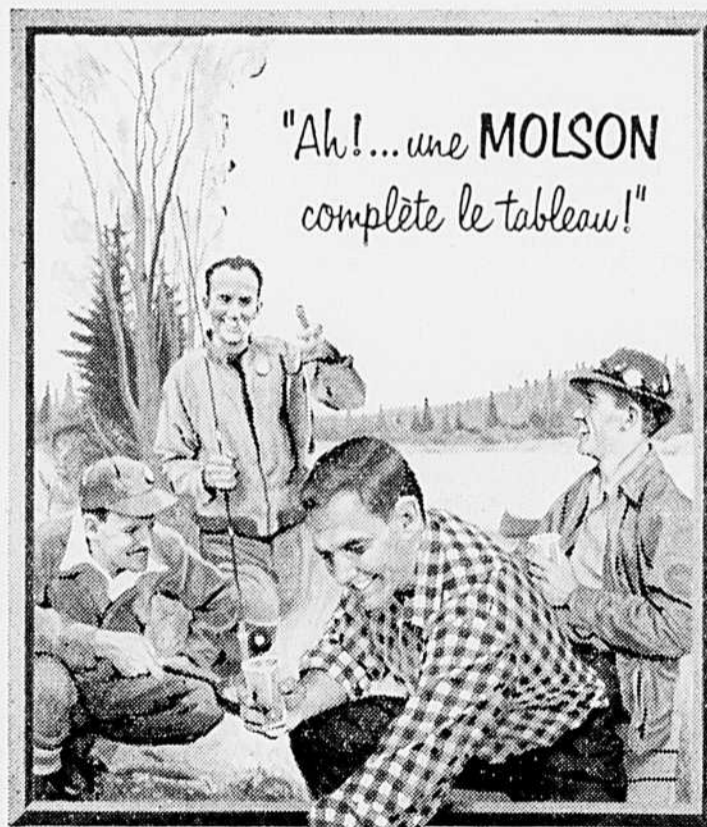


**"EXPORT"**  
CANADA'S FINEST  
CIGARETTE

**Average Weekly Factory Wages at Record High**

Ottawa (CPA) — Average weekly wages of factory wage-earners in Canada climbed 29 cents to a record high at July 1 of \$65.37 from \$65.08 at June 1, the Dominion Bureau of Statistics reports in an advance statement. Average weekly wages at July 1, 1956 stood at \$62.91. Average work-week at July 1 this year stood at 40.6 as against 40.5 at June 1 and 41.2 at July 1, 1956.

Hourly earnings were averaged at 161.0 cents this July 1, compared with 160.7 at June 1 and 152.7 at July 1, 1956.



"Ah!... une MOLSON complète le tableau!"



Aucune partie de plaisir n'est vraiment complète sans une bonne Molson: c'est l'avis général... et celui des sportifs en particulier! A la fois généreuse et légère, moelleuse sans être alourdissante, elle satisfait pleinement les amateurs les plus exigeants. Aux repas, comme entre les repas, c'est la bière que tous préfèrent!

"Une MOL pour moi!"

UN "PETIT CAILLOU" DANS NOTRE JARDIN

# La discrimination raciale au Canada

(Par Jean-Paul ROBILLARD)

On s'étonne de la violence des luttes raciales actuellement en cours aux États-Unis. Il n'y a pas de doute que, pour les Canadiens, les émeutes de Little Rock constituent autant de scandales. "Et pourtant, nous dit M. Paul King, secrétaire du Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal, le Canada connaît la discrimination raciale

mais une discrimination économique et non sociale".

Une discrimination donc moins bruyante, moins tapageuse et moins visible. Mais aussi néfaste. "Montréal manque de policiers, tout le monde le sait, continue M. King. Or, notre corps de police ne compte pas un seul noir. Les noirs ne sont-ils pas généralement doués d'un excellent physique? Je ne dis pas que notre corps de police applique

officiellement et sciemment une politique de discrimination, mais les faits nous rendent pour le moins songeurs... Remarquez que la situation est la même chez les pompiers, les chauffeurs d'autobus de notre Commission de Transport, etc..."

Le C.T.C. et presque toutes les fédérations provinciales de travailleurs de cet organisme ont formé autant de "Comités des droits de

l'homme" qui travaillent en collaboration d'abord à faire respecter la Loi des justes méthodes d'emploi passée par le gouvernement fédéral et les gouvernements de la Colombie canadienne, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Ontario, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick.

La Loi des justes méthodes d'emploi, du gouvernement fédéral, sanctionnée le 14 mai 1953, interdit (comme les diverses lois provinciales du genre) toutes distinctions de race, de couleur, d'origine nationale ou de religion concernant l'embauchage, les promotions et le congédiement et exige que les formules de demande d'emploi soient rédigées en conséquence. Le Comité du travail contre l'intolérance raciale de Montréal a ainsi fait récemment enquête pour connaître la teneur des formules de demande d'emploi de neuf banques (toutes à charte fédérale comme on le sait). Qu'a-t-il trouvé? Quatre banques se servent de formules légales. Une banque utilisait des formules illégales. Les enquêteurs n'ont pu encore mettre la main sur les formules des quatre autres banques, ce qui toutefois ne devrait pas tarder. Le Comité a forcé la banque réfractaire

à rectifier son tir... Il a aussi trouvé que les formules de demande d'emploi de Radio-Canada n'étaient pas légales. Il a porté plainte auprès du Ministère fédéral du Travail et l'affaire, espère-t-on, devrait bientôt se régler. Ce n'est pas tout. Le Comité se propose maintenant de vérifier les formules de demande d'emploi de tous les entrepreneurs au service de l'Administration de la Voie maritime.

Aucune formule de demande d'emploi ne doit comporter de questions sur la nationalité, le lieu d'origine ou la religion du candidat. Tout ce qu'on peut demander, pour certaines catégories d'emploi, c'est si le candidat est citoyen canadien. Comme, dans le Québec, il n'existe pas de Loi des justes méthodes d'emploi, les entreprises qui ne relèvent pas du fédéral ou encore à chartes provinciales peuvent demander à peu près n'importe quoi aux candidats. Le Comité contre l'intolérance raciale de Montréal est déjà intervenu auprès du gouvernement provincial (et continue ses pressions) pour obtenir une telle loi à défaut d'une Charte des droits de l'homme.

(Reproduit partiellement avec l'autorisation du "Petit Journal").



## CES OBLIGATIONS PRÉPARENT L'AVENIR

Que sera-t-elle plus tard? Une musicienne accomplie, une grande vedette, une femme modèle ou un ange de charité?

Achetez maintenant, les Obligations d'Épargne du Canada fourniront l'aide nécessaire quand viendront les années de couvent... l'achat du trousseau ou la fondation d'un foyer... tout ce qui contribue à un avenir ensoleillé.

Qu'un besoin pressant se présente, les Obligations d'Épargne du Canada sont encaissables en tout temps à leur prix d'achat, plus les intérêts courus.

Achetez aujourd'hui même des Obligations d'Épargne du Canada. Vous pouvez les obtenir de votre banque, courtier de placement, société de fiducie ou de votre employeur.

Achetez  
**DES  
OBLIGATIONS  
D'ÉPARGNE  
DU CANADA**

Meilleures que jamais - Intérêt: premiers 2 ans 3¼% - 11 années suivantes 4¼%

## La sauvegarde de la famille

L'économie est l'art d'ordonner ses dépenses. Sans la pratique de cette vertu sociale, la famille ne connaît aucune sécurité; elle est vouée, tôt ou tard, à la ruine.

Protégez votre foyer, préparez l'avenir des vôtres, assurez-vous une vieillesse heureuse et digne en vous constituant petit à petit les réserves nécessaires.

## Banque Canadienne Nationale

Actif, plus de \$640,000,000 585 bureaux au Canada



Une Source  
d'Énergie Electrique...  
A prix modique  
Et Stable  
Contribue au  
Développement Industriel  
d'une Région

Québec Power  
Company

Compliments  
of

**BOLTA PLASTICS LTD.**

GRANBY, QUE.

WHEN IN DRUMMONDVILLE, VISIT

**Dominion Dyeing & Printing Co.  
LIMITED**

(Associated with The Bradford Dyers' Association Limited, England)

**Dyers, Printers and Finishers of  
all Textile Fabrics**

DRUMMONDVILLE, P. Q. CANADA

COMPLIMENTS OF

**Furness, Withy & Co. Limited**

FURNESS HOUSE

STEAMSHIP OWNERS & AGENTS

★

315 St. Sacrament Street Montreal

Compliments of

**American Biltrite Rubber  
Company (Canada) Limited**

SHERBROOKE QUEBEC

**“Relations Industrielles” étudie notre fusion**

La création du Congrès du Travail du Canada, à la suite de la fusion du Congrès des Métiers et du Travail et du Congrès Canadien du Travail est un événement très important dans l'histoire de l'organisation des travailleurs de notre pays. Aussi le Département des Relations Industrielles de Laval a-t-il décidé de consacrer un numéro spécial de sa revue **Relations Industrielles** janvier-avril 1957, pour expliquer le sens et la portée de ce mouvement vers l'unification des forces syndicales au Canada.

On a fait appel à différents collaborateurs qui ont examiné l'un ou l'autre aspect de ce problème. Gérard Dion: La fusion CMTCC-CCT; André Roy: Histoire du syndicalisme au Canada; G.-H. Dagneau: La fusion des centrales syndicales aux yeux des patrons; Gérard Dion: La CTCC et l'unité ouvrière canadienne; Clive Thomas: Le National Council of Canadian Labour et la fusion; Roger Chartier: La fusion CMTCC-CCT et la redistribution du pouvoir économique; Claude Jodoin: Le CTC et la vie internationale; Jean Gérin-Lajoie: La fusion et les possibilités de progrès; Roger Chartier: La démocratie syndicale; Eugène Forsey: Le Congrès du Travail du Canada et le canadianisme.

Ce numéro a été préparé pour rendre service à tous ceux qu'intéressent les problèmes des relations du travail. On trouve en annexe une chronologie des dates importantes dans l'organisation syndicale au Canada, le texte de la constitution du C.T.C. de même que celui de l'accord des fusions entre la Fédération du Travail du Québec et la Fédération des Unions industrielles du Québec, et enfin la déclaration des principes de la CTCC.

Une édition spéciale de ce numéro de 180 pp. a été publiée dans un volume qui se vend au prix de \$2.00. On s'abonne à **Relations Industrielles** en s'adressant aux Presses Universitaires de Laval, Québec.

**Worker's Reactions to Automated Jobs**

Washington (CPA) — A recent interview of a group of machine operators in a highly automated Detroit auto plant disclosed that, despite a number of specific complaints, 72 per cent of the men like their new jobs.

Results of the study were reported to the American Sociological Association's annual meeting here by Professor William A. Faunce of Wayne State University.

The main reason given by the workers for liking their new jobs, is that they no longer are required to handle heavy materials. Some men like the automated situations better because they involve more responsibility and prove to be more of a challenge, the report stated.

A number of complaints were listed, however. Some of the men say that the new jobs provide less chance for social contact with other employees because of the distances between work stations, the necessity for close attention to work, and the noise of the machinery. Another irritant was the foreman, who "seemed to be breathing down their backs more".

L'épargne  
vous épargne  
bien des soucis

Ouvrez un compte d'épargne dès aujourd'hui à l'une des succursales de la Banque Royale.

**LA BANQUE ROYALE DU CANADA**



Achete bien  
qui achete  
chez

**Dupuis Frères**  
LIMITÉE

Laiterie **ST-ALEXANDRE**  
LIMITÉE

LAIT - BREUVAGE AU CHOCOLAT - CRÈME

"Le lait St-Alexandre est d'une richesse et d'une pureté absolues."

- WARMTH
- SOFTNESS
- DURABILITY



combined in

**Ayers**

PURE WOOL BLANKETS  
"Canada's Own"

TRAVEL RUGS  
AYERS LIMITED  
LACHUTE MILLS, P.QUE.  
Established 1870

EDITORIAL

**"Violence or Capitulation"**

(The London Economist)

Violence is not a very pleasant thing. It is unpleasant — unless you are a goon or professional killer — for all those who are forced to use it. It is much worse for them than for capitalist-paid censors who are told to condemn it without being asked to make a sincere examination of its cause.

In its September 16 issue, "The Montreal Gazette" used sharp words — "Defying the Law" — to criticize the recent raid on the tramp steamer "Mont-Royal" in the Montreal Harbour.

The "Gazette", of course, is up in arms. But it won't convince any honest person that the workers are goons. We know that a few gangsters sometimes succeed to control a town; so it's obvious that the organized labour movement, if it really enjoyed the use of violence, could easily take over any government.

But even if union members don't like violence, they sometimes have no other alternative. According to the most conservative "London Economist", the present labour situation in Quebec shows that "the union's ultimate choice is between violence and capitulation". Before sternly condemning the raiders, the "Gazette's" commentator should have read the "Economist's" article which further says that the dilemma our unions face is caused by the joint action of "the provincial police (a tough and formidable body), the law and the government . . ."

The "London Economist" explains why violence may erupt in a strike situation, in our province: "The company usually refuses to negotiate on the righteous ground that the strike is illegal. It is impossible to imagine a large company with a modern sense of labor relations behaving in the same way anywhere else. Murdochville, however, might be the final demonstration that 'breaking the unions' is as unprofitable in Quebec as anywhere else".

That's what we're hoping for, because we don't like the choice: surrender or violence.

**BE PREPARED... THE CONVENTION'S COMING UP SOON!**

The second annual convention of the Quebec Federation of Labour will be held in Montreal, at the Mount-Royal-Sheraton Hotel, on the 14, 15 and 16 of November.

According to the Constitution, proposed resolutions must be forwarded to the Federation's office 30 days before the opening of the convention, that is by the 15th of October at the latest.

Credential forms must be in on November 4th at the latest.

**Murdoch Makes New Vocabulary**

Montreal (CPA) — From Quebec has come an addition to the dictionary of labor terms. The new words are based upon the name of James Y. Murdoch, President of Gaspé Copper Mines, at Murdochville, Quebec, scene of recent violence caused by strikebreakers imported by Murdoch to break a strike for union recognition by the United Steelworkers of America. Certification proceedings have been stalled for more than a year by court action initiated by the company. Suggested new words are:

"a murdoch" — an employer who fights legitimate attempts to gain union recognition by resorting to legal trickery in the courts.

"to murdoch" — to use legal loopholes for the purpose of defeating the rights of workers desiring to join the union of their choice.

"murdochism" — The practice of using courts of law and legal loopholes to defeat the ends of justice in labor disputes.

Labor bodies have frequently

published glossaries of labor terms based in many cases upon events in trade union history. Thus "pinkerton" became a term denoting a "labor spy" following revelations of the activities of the

Pinkerton Detective Agency in the United States. Evidence showed companies paid large sums to agencies who sent detectives into union organizations to act as spies and provocateurs.

CONVENTION GREETINGS

**KURT MUTUAL INDUSTRIES LIMITED**

420 St. Edouard St.

GRANBY, Que.

**THE HAND THAT FASHIONS THE FUTURE**

Electricity is shaping our entire way of life today, bringing us a continually increasing measure of progress and pleasure.

In Quebec, many men of varied skills work to extend electricity's powerful fingers across rivers and ravines, over mountains and through virgin wilderness. Their combined efforts carry essential energy to farms, mines, industries and cities . . . proving that manpower is still a vital element in harnessing and distributing Quebec's valuable hydro-electric resources.

The Shawinigan Water and Power Company's steady, continuing program of development insures that an abundant supply of economical power always will be available within the large area it serves. Soon, for example, the mighty 246,200 kilowatt Rapide Beaumont Development will raise Shawinigan's total installed capacity on the St. Maurice River to over 1,500,000 kilowatts.

The amazing progress of Quebec's rapidly expanding industry which depends upon electric power from Shawinigan is a striking tribute to the vision and enterprise of the men whose efforts make such progress possible.



associated and subsidiary companies

The "DOT" Line

Trade • Mark

**United Carr Fastener Company**

OF CANADA LIMITED

ST. REMI

QUEBEC

**EATON'S**

*Eatonia*

**VIKING**

*Birkdale*

"By-words of Canadians from Coast-to-Coast, these famous Eaton Brand names, backed by the Eaton Guarantee :

**"GOODS SATISFACTORY OR MONEY REFUNDED"**

**T. EATON CO. LIMITED**  
OF MONTREAL

# After Murdochville ... Kruppville?



DUPLESSIS TO DIEFENBAKER. — The son of a gun (Big Bertha) he tips well!

## Who Is The Future Lord of KRUPPVILLE, P.Q.?

Alfried Krupp was born August 13, 1907, of a family of munition makers. His complete name is Alfred Krupp von Bohlen und Halbach — the son of the marriage to diplomat Gustav von Bohlen und Halbach and Bertha Krupp.

His father assumed the mother's name, 'Krup' — by authority of Kaiser Wilhelm II who wanted to give homage to the Krupp family — a family through which Germany gained much of its military power.

Note, in passing, that the cannon 'the big Bertha', famous for its bombardment of Paris, was named after his mother, Bertha Krupp. Military equipment made by the Krupp family served in the war against Austria (1866), against France (1870-71) as well

as during the second world war. The marriage-history of Krupp reads like an American novel. His first marriage ended by divorce. In the spring of 1952, Krupp, at the age of 44, married a 38-year-old twice-divorced Hollywood widow, Martha Vera Wilhelmine Knauer.

In the last days of the second world war, Krupp was arrested by the American army and the Nuremberg Trials of 1948 found him guilty on two charges of war crimes. He was sentenced to twelve years of prison, and the sentence further read that for having exploited slave labour and having plundered the counties living under Nazi domination — his properties be confiscated. Ten other directors of the industry which bore his name were

found guilty of exploiting slave labour and plundering of occupied territories.

Faced at Nuremberg with these terrible accusations, Krupp replied that he had done his patriotic duty and was not conscious of a crime against humanity.

Despite his unrepentant attitude, Krupp was released from Landsberg prison in February 1951, six years after his arrest and only three years from the date that the sentence of twelve years was handed down by the court. He was released at the time of a sweeping revision of war crime sentences. At the same time, the American High Commissioner in Germany squashed the Nuremberg decision and restored his properties.

Krupp was to sell his steel industry and iron and coal mines and promise to never, NO NEVER, try to regain his industrial strength. It's logical, no doubt, that this why he is interested in Quebec's iron deposits?

That is the condensed story of Krupp; a man who — after being imprisoned for exploiting slave labour and ravaging occupied territories — will soon meet Premier Duplessis with the undoubted hope of receiving favourable mineral concessions. Would it be naive on our part to think that this does not mean the exploitation of our workers and the robbing of our mineral resources? The past history of Krupp leaves us room to wonder if in years to come James Murdoch will seem a saint.

After refusing September 7th last to receive the delegated representatives of the thousands of Quebec workers who had accompanied them to Quebec, Premier Duplessis will soon welcome, in his typical servile fashion, a German war criminal and an American industrial magnate. The summit of the Future Big Three Powers of North-Eastern Quebec — Duplessis, Alfred Krupp and Cyrus Eaton — will be held at Quebec. We can be sure that the chief of the Union anti-National will, as before, sell our rights of ownership and exploitation of our national resources for a bag of beans and a generous contribution to the party's pork barrel.

It is normal that the financial backer of Hitler also finance our home-grown Fuhrer. But we ask ourselves whether the people of Quebec will accept the fact that the munition-worker whose cannons killed so many of our young people, whether our veterans and particularly the veterans amongst our union ranks will stand by while the enemy of yesterday moves to rob our soil of its natural resources for the profit of the German steel industry.

Let's not be disillusioned as to the intentions of the Nuremberg criminal. For, according to the 'Manchester Guardian', if Krupp has cast his envious eye of Quebec it is because he has need of iron ore and prefers "to place his capital investments in a country like Canada, which can be considered less of a political risk than certain countries of the North or West-Africa".

What does all this mean? It means that, with the presence of Duplessis, Krupp can exploit at his wishes our natural resources without risk of a future demand for nationalization or a demand that he create a basic steel industry to contribute to the higher standard of living of our population. It means that for Krupp the people of Quebec are ripe for exploitation than the Negroes or Arabs of Africa who will be in a position in the near future to demand more than a bag of beans for the sweat of their work and the resources of their land. Should we tolerate that a

Nazi war criminal consider us inferior to the African Negro masses?

Should we not have workers at Quebec to observe the Duplessis-Krupp-Eaton meeting? As we have seen what has happened at Murdochville, a closed town controlled by the Duplessis gasta and the shock-troops of the Gaspé Copper Mines, certainly we should be uneasy of the creation of a Kruppville ruled over by our apprentice-dictator and the financial backer of Hitler.

Must our workers experience the future horrors of a real concentration camp? After Murdochville, will we have Dachau and Buchenwald?

HÉ L'AMI! Pour remonter...  
prends une BRADING  
la bière robuste!



... la seule bière

brassée au  
ralenti au goût  
du Québec



226F

**SUPERTEST**  
GASOLINE  
WITH  
*Power-Thrust*  
it's the Powerhouse of the Highway

COMPLIMENTS

**TOOKE**

TOOKE BROTHERS LIMITED, Montreal, Que.